

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
3003 Berne

Par e-mail à : schriftgutverwaltung@blw.admin.ch

Berne, le 11 mai 2017 usam-No/nf

Réponse à la consultation Train d'ordonnances agricoles 2017

Mesdames, Messieurs,

Numéro 1 des PME helvétiques, l'Union suisse des arts et métiers usam représente 250 associations et quelque 300 000 entreprises. En tant que plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, nous nous engageons sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.

L'Union suisse des arts et métiers usam a étudié avec attention les projets de modifications de 16 ordonnances du Conseil fédéral, de deux ordonnances du DEFR et d'une ordonnance de l'OFAG soumises à consultation et vous soumet son appréciation.

• **Remarques générales**

L'Union suisse des arts et métiers usam salue les allègements administratifs prévus par l'introduction de la procédure électronique de certification d'inspection destinée aux produits biologiques TRACES. Elle soutient également le remplacement des cartes topographiques imprimées par des cartes topographiques numériques. L'usam salue la volonté d'allègement administratif présente dans ce projet mais demande que celle-ci soit généralisée à l'ensemble de l'économie. Les PME, qui par ailleurs ne touchent pas de subventions étatiques, pâtissent également des charges administratives écrasantes.

L'usam rejette cependant avec véhémence les modifications superflues proposées dans ce projet de plus de 250 pages. Celles-ci vont à l'encontre de la stabilité dont ce secteur économique a actuellement besoin et ne participent aucunement à la promotion d'une agriculture productive. Elles engendrent de plus une masse administrative indésirable. Les modifications ne sont justifiées que si elles simplifient les pratiques et leur mise en œuvre.

• **Appréciation**

C'est avec étonnement que nous avons appris que l'entrée en vigueur de la majeure partie de celles-ci est prévue au 1^{er} janvier 2018, date qui coïncide avec la mise en vigueur des premières dispositions de la Politique agricole 2018-2033 (PA18+). La PA 14-17 est le résultat de vifs débats qui ont eu lieu en 2013. Or, nous nous prononçons aujourd'hui sur le cinquième train d'ordonnances agricoles depuis le 1^{er} janvier 2014. Les programmes de politique agricole sont transformés sans discontinuité depuis

25 ans. Les changements successifs représentent une charge administrative non négligeable pour le monde paysan. L'agriculture a maintenant besoin de clarté et de stabilité et non de modifications à répétition qui, de surcroît, n'améliorent pas le revenu agricole. Il n'est pas judicieux d'effectuer des modifications majeures, alors que les effets de la stratégie 2014-2017 ne sont même pas encore connus et que l'agriculture suisse a besoin de retrouver son équilibre.

L'Union suisse des arts et métiers usam a à cœur de promouvoir une agriculture productive et dynamique. La réduction des charges administratives et financières par la mise en place d'un frein à la surréglementation est également un thème clé. En maîtrisant les coûts, la croissance économique sera favorisée et l'agriculture redynamisée. Ainsi, l'usam encourage la simplification administrative en vue d'une réduction des frais prévue dans ce projet et se réjouit de constater que des mesures effectives sont enfin prises.

- **Commentaires spécifiques**

Ordonnance sur les paiements directs (OPD 910.13)

L'Union suisse des arts et métiers usam salue les modifications allant dans le sens d'une baisse des contributions à la biodiversité et donc d'un ralentissement des incitations à créer des surfaces de promotion de la biodiversité.

Proposition : il est primordial que les nouveaux programmes présents dans ce projet occasionnent le moins de charges administratives possible.

Ordonnance sur les améliorations structurelles (OAS 913.1)

La neutralité de concurrence entre activités para-agricoles et arts et métiers devrait ici être prise en compte de manière plus poussée. L'usam se positionne également de manière critique envers les mesures supplémentaires de soutien accordé à l'écologie plutôt qu'au développement durable, qui lui se décline aussi bien sur l'écologie, l'économique que le social.

Proposition : remplacer Art. 18, al. 3. « ... à la réalisation des objectifs environnementaux » par « ... à la réalisation des objectifs de développement durable »

Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles (OPVA 916.010)

L'Art. 2, let. h exclut les spiritueux de l'aide fédérale au même titre que le tabac et les stupéfiants. Il s'agit là d'un anachronisme et d'une injustice. Les spiritueux sont des produits agricoles transformés, à l'instar du vin ou du fromage. Cette exclusion péjore et désavantage toute la filière – du producteur des matières premières en passant par le transformateur (distillateur) et le vendeur.

Proposition : supprimer Art. 2, let. h.

Ordonnance sur le vin (RS 916 140)

Bien que le Rapport sur le système de contrôle des vins (OFAG 23.03.16) a mis en lumière de grandes failles du contrôle des vendanges, il est inutile et coûteux de préconiser un double contrôle.

Proposition : mise en place d'un renforcement du contrôle de la vendange sans contrôle à la vigne ou vice versa. Mais pas de cumul.

De plus, cette modification d'ordonnance prévoit un contrôle systématique et unique pour toute entreprise active dans le commerce des vins (traitement, achat, vente ou stockage) en supprimant le contrôle cantonal. Appliquer une procédure de contrôle unique engendrera des coûts administratifs supplémentaires inutiles et pesants pour un secteur qui doit déjà faire face à de nombreux défis. Imposer au vigneron-encaveur ayant une petite production de quelques hectolitres par années, le même contrôle qu'un marchand de vin, est une aberration.

Proposition : renoncer à la suppression des organes de contrôle équivalents chargés de contrôler l'activité des vigneron-encaveurs.

En tant qu'organisation faîtière des PME, nous soutenons pleinement les prises de position de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande, de Swisscofel, de la Fédération suisse des spiritueux et de la Chambre vaudoise des arts et métiers.

Nous vous remercions par avance pour la prise en considération de nos arguments dans votre processus décisionnel et restons à votre disposition pour tout complément d'information ou pour un entretien.

Meilleures salutations,

Union suisse des arts et métiers usam



Hans-Ulrich Bigler
Directeur, conseiller national



Hélène Noirjean
Responsable du dossier

Annexes

- Prise de position de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande
- Prise de position de Swisscofel
- Prise de position de la Fédération suisse des spiritueux
- Prise de position de la Chambre vaudoise des arts et métiers

Vernehmlassung zum Agrarpaket 2017

Procédure de consultation sur le train d'ordonnances 2017

Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze 2017

| | |
|--|--|
| Organisation / Organizzazione | Schweizer Fleisch-Fachverband |
| Adresse / Indirizzo | Sihlquai 255 Postfach 1977 8031 Zürich |
| Datum, Unterschrift / Date et signature / Data e firma | Zürich, 27. April 2017   alt Ständerat Rolf Büttiker Dr. Ruedi Hadorn Präsident Direktor |

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an schriftgutverwaltung@blw.admin.ch.

Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. Un envoi **en format Word par courrier électronique facilitera grandement notre travail. D'avance, merci beaucoup.**

Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. **Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti sotto forma di documento Word. Grazie.**

Inhalt / Contenu / Indice

| | |
|--|----|
| Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali..... | 3 |
| BR 01 Einzelkulturbeitragsverordnung/ Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières/ Ordinanza sui contributi per singole colture (910.17) | 4 |
| BR 02 Bio-Verordnung / Ordonnance sur l'agriculture biologique / Ordinanza sull'agricoltura biologica (910.18)..... | 4 |
| BR 03 Berg- und Alp-Verordnung / Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», / Ordinanza sulle designazioni «montagna» e «alpe», (910.19) | 5 |
| BR 04 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)..... | 6 |
| BR 05 Landwirtschaftliche Zonen-Verordnung / Ordonnance sur les zones agricoles / Ordinanza sulle zone agricole (912.1) | 6 |
| BR 06 Strukturverbesserungsverordnung/ Ordonnance sur les améliorations structurelles / Ordinanza sui miglioramenti strutturali (913.1)..... | 7 |
| BR 07 Verordnung über die soziale Begleitmassnahmen / Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza concernente le misure sociali collaterali nell'agricoltura (914.11)..... | 8 |
| BR 08 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1) | 8 |
| BR 09 Agrareinfuhrverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01)..... | 9 |
| BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/ Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010)..... | 9 |
| BR 11 Weinverordnung / Ordonnance sur le vin/ Ordinanza sul vino (916.140)..... | 12 |
| BR 12 Pflanzenschutzmittelverordnung / Ordonnance sur les produits phytosanitaires/ Ordinanza sui prodotti fitosanitari (916.161)..... | 13 |
| BR 13 Verordnung über die Erhaltung und die nachhaltige Nutzung von pflanzengenetischen Ressourcen für Ernährung und Landwirtschaft / Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture/ Ordinanza concernente la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura (916.181) | 13 |
| BR 14 TVD-Verordnung / Ordonnance sur la BDTA / Ordinanza BDTA (916.404.1)..... | 14 |
| BR 15 Verordnung über die Gebühren für den Tierverkehr / Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux/ Ordinanza sugli emolumenti per il traffico di animali (916.404.2) | 16 |
| BR 16 Verordnung über Informationssysteme im Bereich der Landwirtschaft / Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture/ Ordinanza sui sistemi d'informazione nel campo dell'agricoltura (919.117.71)..... | 17 |
| WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique/ Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)..... | 17 |
| WBF 02 Futtermittelbuch-Verordnung / Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux/Ordinanza sul libro dei prodotti destinati all'alimentazione animale (916.307.1) | 18 |
| BLW 01 Verordnung des BLW über Investitionshilfen und soziale Begleitmassnahmen in der Landwirtschaft / Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza dell'UFAG concernente gli aiuti agli investimenti e le misure sociali collaterali nell'agricoltura (913.211)..... | 18 |

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali

Der Schweizer Fleisch-Fachverband SFF bedankt sich in seiner Funktion als Branchenorganisation für die fleischverarbeitende Branche, die rund 24'000 Mitarbeitende umfasst, für die Möglichkeit zur Stellungnahme. Da die fleischverarbeitende Branche nur in Teilbereichen von den vorgeschlagenen Änderungen betroffen ist, erlauben wir uns, uns nur zu denjenigen Punkte zu äussern, die unseren Sektor direkt betreffen. Die Beurteilung der übrigen Verordnungsvorschläge überlassen wir den jeweils betroffenen und für die jeweiligen Fragestellungen kompetenteren Kreisen.

Für den SFF sind im Rahmen der Vernehmlassung zum Agrarpaket 2017 vor allem folgende Punkte von Belang:

- Die Möglichkeit der Auslobung der Bezeichnungen „Berg“ und „Alp“ auch für einzelne Zutaten ist im vorgesehenen Rahmen zu begrüßen, zumal sie innovativen Betrieben einen zusätzlichen unternehmerischen Spielraum eröffnet. Auch ist in diesem Sinne die Harmonisierung der Zertifizierungen mit anderen Bereichen wie Bio, AOP/IGP nachvollziehbar.
- Im Rahmen der Strukturverbesserung ist der Gewährleistung von gleich langen Spiessen zwischen gewerbenahen Tätigkeiten der Landwirtschaft und dem übrigen Gewerbe noch stärker Beachtung zu schenken. Auch muss die vorgesehene einseitige Zusatzförderung von ökologischen Zielen anstelle von Zielen der Nachhaltigkeit auf allen Ebenen (Ökologie, Ökonomie, Soziales) hinterfragt werden.
- Von zentraler Bedeutung für die fleischverarbeitende Branche ist die Reduktion des Kofinanzierungsanteils von 50 auf 40% bei der Absatzförderung bei einer gleichzeitigen Nicht-Mehr-Berücksichtigung von finanziellen Beihilfen der Kantone und Gemeinden. Dies nicht etwa aus Spargründen (wurde nirgends so aufgeführt), sondern zwecks Steigerung stärkerer Orientierung an Leistung und Wettbewerb sowie mittels Steuerung durch die Verankerung einer Gesamtstrategie. Die Neugestaltung lässt jedoch weniger Absatzförderungsbeiträge auf der einen Seite (trotz speziellen Förderungsmöglichkeiten) und andererseits einen massiven administrativen Mehraufwand für die betroffenen Wirtschaftskreise wie auch die Behörden befürchten. Dies kann und darf jedoch nicht das Ziel sein, weshalb wir den Vernehmlassungsentwurf zur Absatzförderungsverordnung vollumfänglich ablehnen und stattdessen beantragen, die bisherige Regelung mit einem generellen Kofinanzierungsanteil von 50% unverändert beizubehalten.
- In Bezug auf die TVD-Verordnung begrüßen wir die neue Zusatzmöglichkeit für die Schlachtbetriebe, Änderungen hinsichtlich Schlachtauftraggeber bis 30 Tage nach der Schlachtung nachmelden zu können. Hingegen erachten wir die Einschränkung, dass die Daten der Tierverkehrsdatenbank (TVD) für die Qualitätseinstufungen seit 13.1.2017 innerhalb der Wertschöpfungskette nur noch für den letzten Tierhalter und den Schlachtbetrieb zugänglich sein soll, als zu restriktiv. Hier muss aus Sicht der fleischverarbeitenden Branche zumindest für den Tiereigentümer zum Zeitpunkt der Schlachtung, vor allem wenn diese im Dienstleistungsverhältnis erfolgt, derselbe Datenzugang gewährleistet bleiben. Ansonsten wird ihm eine korrekte Schlachtabrechnung erschwert, die für den wirtschaftlichen Erfolg des einzelnen Tierhalters, den man mit der neuen Regelung diesbezüglich schützen will, von grosser Bedeutung ist. Aufgrund der Tatsache, dass seit Jahren keine Klagen aus dem Fleischsektor betreffend Datenschutz bekannt sind, ist eine Festschreibung der bisherigen Zugriffsberechtigungen auf Verordnungsstufe in 1. Priorität klar vorzuziehen oder dann in 2. Priorität diese mindestens auf die Schlachtbetriebe sowie sämtliche an der Tiergeschichte eines Tieres beteiligten Betriebe und Unternehmen zu erstrecken.
- Die Reduktion der TVD-Gebühren um durchschnittlich 10% begrüßen wir ausdrücklich. Hingegen sollten sie auch auf die Schlachtmeldungen für Schweine erstrecken, deren Ausschluss angesichts der heutigen technischen Möglichkeiten nicht einfach mit Rundungsschwierigkeiten bei der Abrechnung begründet werden kann.

BR 01 Einzelkulturbeitragsverordnung/ Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières/ Ordinanza sui contributi per singole colture (910.17)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 02 Bio-Verordnung / Ordonnance sur l'agriculture biologique / Ordinanza sull'agricoltura biologica (910.18)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 03 Berg- und Alp-Verordnung / Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», / Ordinanza sulle designazioni «montagna» e «alpe», (910.19)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Im Sinne der unternehmerischen Freiheit und der Förderung von Produkteinnovationen begrüßen wir die Möglichkeit der aufgezeigten Flexibilisierung der separaten Auslobung von Zutaten mit „Berg“ und „Alp“ unter der Voraussetzung, dass diese in der vorgesehenen Art und Weise von Lebensmitteln abgegrenzt werden können, die vollumfänglich mit „Berg“ und „Alp“ ausgelobt werden können

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|--|--|
| Art. 7a | einverstanden | Die Erweiterung der Bezeichnungen „Berg“ und „Alp“ ist im Sinne der unternehmerischen Freiheit zu begrüßen, bedingt aber klar, dass diese nicht zusammen mit gleichen Zutaten verwendet werden und gleichzeitig nicht die betreffenden Logos für „Berg“ und „Alp“ genutzt werden können. |
| Art. 9, Abs. 1 | <u>Ergänzung:</u> „Bei der Auslobung von Zutaten mit „Berg“ und „Alp“ ist im Verzeichnis der Zutaten anzugeben“ | Wenn jemand die Herkunft „Berg“ und „Alp“ nicht ausloben will, sollte er nicht gehalten sein, diese zusammen mit ihrem Anteil dennoch angeben zu müssen. |
| Art. 11 | einverstanden | Im Sinne der Transparenz ist die durchgängige Zertifizierung nachvollziehbar. Umgekehrt kann sie jedoch Betriebe mit geringen Anteilen an „Berg“- und „Alp“-Produkten abhalten, solche Produkte in Zukunft weiter zu vermarkten. |
| Art. 11, 12 und 14 | einverstanden | Die Harmonisierung der Regelungen beim Kontroll-, Vollzugs- und Überwachungssystem mit den übrigen Bezeichnungen (Bioprodukte (AOP/IGP) macht Sinn. Die Frage stellt sich jedoch grundsätzlich über deren Ausmass bzw. ob eine jährliche Kontrollfrequenz wirklich nötig bzw. gar übertrieben ist. |
| | | |

BR 04 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine generelle Stellungnahme unsererseits und überlassen diese – auch was die konkrete Ausgestaltung der Tierwohlprogramme betrifft – gerne den hierfür kompetenten Kreisen. Wir äussern uns im Folgenden deshalb einzig zu den vorgeschlagenen Änderungen der Tierwohlbestimmungen im Hinblick auf die einzelnen Tierarten.

Obwohl für die fleischverarbeitende Branche nicht von untergeordneter Bedeutung, so können wir die Aufhebung der BTS-Programme für Hengste, Ziegenböcke und Zuchteber aus den BTS-Programmen nachvollziehen. Gleichzeitig begrüssen wir die Erweiterung der Tierwohlbeiträge auf Hirsche und Bisons. Hingegen fragen wir uns, ob die Aufhebung der RAUS-Beiträge für Kaninchen und Weidelämmer wirklich sinnvoll ist, würde doch dadurch für allfällige Produzenten eine gewichtige Anreizmöglichkeit für die Produktion der beiden Fleischarten entfallen.

Aus der Sicht von Aussenstehenden erstaunt uns der äusserst umfangreiche Katalog von Regelungen zur Kürzung der Direktzahlungen nach wie vor. Eine intensive Überprüfung desselben zwecks Reduktion der administrativen Aufwendungen wäre auch den im Parlament geäusserten Absichten entsprechend sicherlich angebracht.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 05 Landwirtschaftliche Zonen-Verordnung / Ordonnance sur les zones agricoles / Ordinanza sulle zone agricole (912.1)**Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:**

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 06 Strukturverbesserungsverordnung/ Ordonnance sur les améliorations structurelles / Ordinanza sui miglioramenti strutturali (913.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Im Rahmen der Strukturverbesserung ist der Gewährleistung von gleich langen Spiessen zwischen gewerbenahen Tätigkeiten der Landwirtschaft und dem übrigen Gewerbe wesentlich stärker Beachtung zu schenken. Auch muss die vorgesehene einseitige Zusatzförderung von ökologischen Zielen anstelle von Zielen der Nachhaltigkeit auf allen Ebenen (Ökologie, Ökonomie, Soziales) hinterfragt werden.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|--|---|
| Art. 2, Abs. 2, Bst. b | einverstanden | <p>Auf der Basis der unsererseits immer wieder verlangten Forderung nach gleich langen Spiessen ist eine Ausdehnung der Anforderungen einer Eigenfinanzierung von 15% der Investitionskosten sowie des Einholens von mindestens drei Offerten für Elementgruppen über Fr. 150'000.- auch für gewerbliche Kleinbetriebe konsequent. Bei letzteren ist jedoch nichts über deren Qualität gesagt, was in der Umsetzung wohl noch die eine oder andere Diskussion folgen lässt.</p> <p>Mit unserem Einverständnis verbinden wir klar die Haltung, dass der Bund zumindest mittelfristig sämtliche noch bestehenden ungleichen Spiesse zwischen gewerbenaher Tätigkeit der Landwirtschaft und derjenigen der übrigen KMU's endlich aus der Welt schafft.</p> |
| Art. 18, Abs. 3 und Art. 19, Abs.8 | Anpassen von Art. 18, Abs. 3: „... zur Verwirklichung von ökologischen Zielen <u>Nachhaltigkeitszielen</u>“ | <p>Die tendenziell ansteigende Ausrichtung von Bundesbeiträgen zur einseitigen Verwirklichung von ökologischen Zielen wird immer störender, zumal sie die zentrale Ausrichtung der Land- und Ernährungswirtschaft auf eine Versorgung der hiesigen Bevölkerung mit ausreichend hochqualitativen Lebensmitteln sukzessive in den Hintergrund drängt. Die Ausrichtung von zusätzlichen ökologischen Beiträgen bis max. 25% der beitragsberechtigten Kosten, jedoch max. Fr. 50'000.- pro Betrieb ist zu einseitig ausgelegt. Wenn solche Beiträge ausgerichtet werden sollen, dann sind nebst der Ökologie unbedingt auch die beiden anderen Nachhaltigkeitsaspekte (Wirtschaftlichkeit, Soziales) einzubeziehen.</p> |

BR 07 Verordnung über die soziale Begleitmassnahmen / Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza concernente le misure sociali collaterali nell'agricoltura (914.11)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|--|------------------------------------|---|
| | | |

BR 08 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Ohne auf die einzelnen Bestimmungen eingehen zu wollen stellt sich im Sinne der gleich langen Spiesse die grundsätzliche Frage, weshalb nebst den vertikalen Trägerschaften entlang der Wertschöpfungskette zusätzlich ausschliesslich für die 1. Produktionsstufe auch horizontale Trägerschaften für Finanzhilfen zwecks Vorabklärungen von innovativen Projekten ermöglicht werden. Derartige Möglichkeiten für besagte horizontale Finanzhilfen gibt es gemäss unserem Kenntnisstand für das Gewerbe nicht. Auch stellt sich die Frage, nach welchen Kriterien wer beurteilt, ob bzw. inwieweit ein vorgeschlagenes Projekt überhaupt innovativ ist.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|--|------------------------------------|---|
| | | |

BR 09 Agrareinfuhrverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen, zumal die von den Änderungen betroffenen Branchen ausserhalb des Fleischsektors liegen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/ Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Die Änderungen bei der Absatzförderung stellen wohl die folgenschwerste Massnahme des gesamten Agrarpaketes für den fleischverarbeitenden Sektor dar, wobei die Reduktion von 50 auf 40% für sämtliche der betroffenen Branchen äusserst einschneidend sein dürfte. Dies, obwohl einleitend in den Erläuterungen ausgeführt wird, dass „ein in der Absatzförderung investierter Franken die Markterlöse der Schweizer Landwirtschaft um ein Mehrfaches erhöhen kann“. Die nun geplante Reduktion des Kofinanzierungsanteils wäre aus Spargründen in einem gewissen Sinne zwar nachvollziehbar, wurde aber nirgends so kommuniziert, weshalb davon auszugehen ist, dass diesem Argument bei den Erwägungen seitens des Bundes keine Bedeutung zukam. Umso unverständlicher wird es, wenn auf Seite 139 ausgeführt wird, dass mit der Kürzung des Bundesanteils eine zusätzliche Hebelwirkung und durch das dadurch geschaffene Bonussystem zusätzliche Anreize entstünden. Fakt ist, dass diese sog. „Hebelwirkung“ einzig und alleine dadurch entsteht, dass die betroffenen Branchen einfach dementsprechend stärker in die Finanzierung eingebunden werden und gleichzeitig zusätzlich die allfälligen Beiträge der Kantone und Kommunen als Vorleistung nicht mehr anrechnen können! Mit dem vorgeschlagenen umfangreichen System der Beurteilungen und Bewertungen seitens des BLW's ist vielmehr zu befürchten, dass der administrative Aufwand sowohl seitens des Bundes, insbesondere aber auch der betroffenen Wirtschaftskreise massiv ansteigen wird – dies entgegen aller politischen Beteuerungen in der Öffentlichkeit. Auf dieser Basis sehen wir uns dazu veranlasst, die in der vorliegenden Fassung vorgeschlagenen Änderungen in 1. Priorität vollumfänglich abzulehnen. Stattdessen beantragen wir, die bisherige Regelung mit einem generellen Kofinanzierungsanteil von 50% unverändert beizubehalten. Gleichwohl sind im konstruktiven Sinne nachfolgend einige Vorschläge und Kommentare aufgeführt, die aber klar erst in 2. Priorität in Betracht zu ziehen wären.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|--|--|
| Art. 1a, Ziffer 1, Bst. b Art. 9a, Ziffer 1, Bst. b Art. 9a, Ziffer 1, Bst. b, Pkt. 7 | <u>Ergänzung:</u> „... gemeinwirtschaftlichen Leistungen, <u>sofern diese nicht in Konkurrenz zum übrigen Gewerbe stehen.</u> “ <u>Ergänzung:</u> „... Agrotourismus, <u>sofern diese nicht in Konkurrenz zum übrigen Gewerbe stehen.</u> “ | In Bezug auf die Bekanntmachung der von der Landwirtschaft erbrachten gemeinwirtschaftlichen Leistungen sollte nur diejenigen Projekte unterstützt werden, die nicht in Konkurrenz zum übrigen Gewerbe stehen. Ansonsten ist eine weitere Ausdehnung der bereits heute grossen Unterschiede zwischen Gewerbe und den gewerbenahen Tätigkeiten der Landwirtschaft zu befürchten. Analog dazu ist auch mit landwirtschaftlichen Dienstleistungen im Bereich des Agrotourismus zu verfahren. |
| Art. 3, Abs. 2 | Überprüfen | Mit der Bedingung, dass nur Landwirtschaftsprodukte, die die sehr hoch angesetzten Swisness-Bestimmungen erfüllen, bei der Absatzförderung berücksichtigt werden, werden all diejenigen Produkte mit geringeren Anteilen an Schweizer Rohstoffen a priori ausgeschlossen. Ob dies wirklich zielführend sein wird bzw. nicht zum eigenen Bumerang wird, werden die zuständigen Behörden zu beurteilen und schlussendlich auch zu verantworten haben. |
| Art. 5, Abs. 2, Bst. d | <u>Streichen</u> | Der neu geplante Ausschluss von Finanzhilfen und Abgeltungen Kantone und Gemeinden von der Anrechnung als Vorleistung kommt einer massiven Verschärfung der Absatzförderung bei. Angesichts der Tatsache, dass hierfür weder im vorgeschlagenen Verordnungstext, noch in den Erläuterungen der Spardruck als Argument aufgeführt wird, ist die Eingrenzung unnötig und völlig unverständlich. Entgegen dem Kommentar in den Erläuterungen würde dies nach unserer Beurteilung klar einer Schwächung, denn einer Stärkung gleichkommen. |
| Art. 8, Abs. 1 | <u>Änderung:</u> „Die Finanzhilfe beträgt höchstens 40 <u>50</u> Prozent der anrechenbaren Kosten.“ | Die für die Absenkung des Kofinanzierungsanteils von 50 auf 40% mit einer Steigerung der Hebelwirkung und der Eigenverantwortung genannten Beweggründe sind ein Hohn gegenüber den betroffenen Wirtschaftskreisen. In Tat und Wahrheit |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|---|
| <p>Art. 8, Abs. 2</p> | <p><u>Streichen</u></p> | <p>dürfte es aus Spargründen auch um eine Reduktion der Bundesmittel für die Absatzförderung gegangen sein. Hierzu wäre eine offene und transparente Kommunikation zielführender gewesen.</p> <p>Für den SFF wäre es zudem völlig inakzeptabel, wenn die Absenkung in „vorausgehendem Gehorsam“ zur Parlamentarischen Initiative Jans 15.493 „Keine Subventionen für die Fleischwerbung“ erfolgt wäre, über die der Nationalrat zum Zeitpunkt der Eingabe der vorliegenden Stellungnahme noch nicht entschieden hatte</p> <p>Mit der Möglichkeit, förderungswürdige Vorhaben bzw. solcher, die einem Förderschwerpunkt entsprechen, weiterhin mit 50% unterstützen zu können, wird de facto 1/5 der bisherigen Absatzförderbeiträge in eine Manövriermasse zugunsten der Behörden bzw. deren administrativen Apparat verschoben und gleichzeitig die Unsicherheit für die betroffenen Wirtschaftskreise erhöht. Ziel muss es jedoch unverändert bleiben, nicht auf die Erweiterung eines übermässigen administrativen Apparates hinzuarbeiten, sondern, die vorhandenen Mittel zielgerichtet dem eigentlichen Zweck, der Absatzförderung, zuzuführen.</p> |
| <p>Art. 9, Abs. 2 bis 4</p> <p>Art. 9, Abs. 5</p> | <p><u>Anpassen:</u> Die betreffenden Vorgaben sind mit dem Ziel der Vereinfachung und vor allem der Reduktion der administrativen Aufwendungen neu zu definieren.</p> <p>einverstanden</p> | <p>Mit den vorgesehenen periodischen Nachweisen werden den betroffenen Wirtschaftskreisen übermässige administrative Vorgaben aufgebürdet, die zwecks Controlling auch seitens der Verwaltung zusätzliche Kapazitäten beanspruchen.</p> <p>Die Prüfung der Buchhaltung durch eine unabhängige Revisionsstelle ist im Sinne der Rechtssicherheit auch nach unserer Beurteilung ein Muss.</p> |
| <p>Art. 9c</p> | <p>einverstanden</p> | <p>Die Unterstützung von ergänzenden, gesamtschweizerisch organisierten Kommunikationsvorhaben über mindestens zwei Stufen der Produktionskette hinweg, erachten wir als sinnvoll.</p> |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Art. 12, Abs. 1 und 2 | Überprüfen | Die Eingrenzung der Absatzförderung auf Initiativen für eine Marktabklärung bzw. eine Bearbeitung von neuen Märkten ist aus unserer Sicht zu eng gefasst. Gerade auch in bestehenden Märkten kann eine gewichtige Steigerung der Markterlöse der schweizerischen Landwirtschaft mit Hilfe von Absatzförderungsmassnahmen durchaus eine Option sein. Diese Möglichkeit sollte vom Gesetzgeber nicht einfach a priori von den Absatzförderungsmassnahmen ausgeschlossen bleiben. |
| Art. 13 | Überprüfen | Die Zuteilung der Mittel an Vorhaben auf der Basis derer Investitionsattraktivität bzw. die periodische Überprüfung und Anpassung der Förderschwerpunkte und die Zuteilung der Mittel auf die Förderbereiche ist aus unserer Sicht zu stark auf das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) ausgelegt. Hierzu wäre ein neutrales Gremium wohl objektiver und demzufolge geeigneter. |
| | | |

BR 11 Weinverordnung / Ordonnance sur le vin/ Ordinanza sul vino (916.140)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 12 Pflanzenschutzmittelverordnung / Ordonnance sur les produits phytosanitaires/ Ordinanza sui prodotti fitosanitari (916.161)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 13 Verordnung über die Erhaltung und die nachhaltige Nutzung von pflanzengenetischen Ressourcen für Ernährung und Landwirtschaft / Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture/ Ordinanza concernente la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura (916.181)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 14 TVD-Verordnung / Ordonnance sur la BDTA / Ordinanza BDTA (916.404.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Die vorgeschlagenen Änderungen in Bezug auf die TVD erweisen sich auch nach unserer Beurteilung als sinnvoll (z.B. online-Änderung des Schlachtauftraggebers bis 30 Tage nach der Schlachtung) – mit einer gewichtigen Ausnahme. Diese beinhaltet den seit 13.1.2017 geltenden Ausschluss der ausserhalb des jeweiligen Schlachtbetriebes stehenden Tiereigentümer zum Zeitpunkt der Schlachtung, denen neu aus Datenschutzgründen der Zugang zu den Daten der Qualitätseinstufung (plus Farbwert) verwehrt wird. Dies, obwohl sie die betreffende Angabe für die jeweiligen Schlachtabrechnungen benötigen, die wesentlich zum wirtschaftlichen Erfolg der jeweiligen Tierhalter beitragen, den man neu ja schützen will.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|--|---|
| Art. 5, Abs. 4 Art. 6, Abs. 3 Art. 7, Abs. 2 | einverstanden | Die vorgeschlagene Präzisierung der Meldepflicht für Schlachtbetriebe im Vergleich zum Tierhalter mit der primären Meldung der Schlachtungen wird begrüsst. |
| Art. 11, Abs. 4 | einverstanden | Die zusätzliche Möglichkeit für Schlachtbetriebe, während 30 Tagen nach der Schlachtung neu online noch selber Änderungen beim Abtretungsempfänger vornehmen zu können, entspricht einem breiten Bedürfnis der Praxis. Wir heissen diese neue Möglichkeit daher ausdrücklich gut. |
| Art. 16, Abs. 1 ^{bis} | 1. Priorität: Status Quo aus Praxis neu auch in Verordnung fest-schreiben und TVD-Release vom 13.1.2017 im Hinblick auf die vorgenommene Zugriffseinschränkung rück-gängig machen 2. Priorität: Anpassung: „Der Schlachtbetrieb <u>sowie sämtliche an der Tier-geschichte eines Tieres beteiligten Betriebe und Unter-nehmen</u> können“ | Im Schweizer Schlachttiermarkt erfolgt die Schlachtung von Nutztieren entweder im Eigentum des Schlachtbetriebes selber oder im Dienstleistungsauftrag des ausstehenden Tiereigen-tümers (z.B. Viehhändler, Fleischverarbeiter oder Metzger ohne eigene Schlachtung). Mit der Neuregelung per 13.1.2017 wird letzteren der Zugang zu den für sie relevanten Daten verwehrt, die ihnen die bislang korrekte Abrechnung der Schlachttiere unter der Berücksichtigung der erhobenen Qualitätsmerkmale (Qualitätseinstufung, Farbwert bei Kälbern) ermöglichte. Diese Änderung ist jedoch völlig kontraproduktiv und sinnlos, zumal damit Teilen der betroffenen Branche die durch die über die ge-samte Kette erhobenen Daten nicht mehr zur Verfügung stehen bzw. sie sich diese parallel über die Schlachtbetriebe besorgen müssen. Wir haben Verständnis dafür, dass die Ergebnisse der |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | <p>Qualitätseinstufungen auf den wirtschaftlichen Erfolg eines Tierhalters hinweisen können. Wenn diese jedoch für die Schaffung eben dieses wirtschaftlichen Erfolges nicht mehr zur Verfügung stehen, dann kann auch der damit verbundene Zweck nicht mehr erfüllt werden.</p> <p>Hinzu kommt die Tatsache, dass die betreffenden Informationen auch für die vorgelagerten Stufen wie den Viehhandel, die Kälbermäster (auch in Bezug auf den L-Wert) sowie für die Viehzucht von Interesse sind und somit auch diesen weiterhin zur Verfügung stehen sollten.</p> <p>Nachdem die bisherige Handhabung gemäss unseren Kenntnissen in der gesamten Lebensmittelkette Fleisch über Jahre hinweg zu keinen Klagen betreffend Datenschutz geführt hat, sollte die bestehende Revision nicht für eine Anpassung an eine über Jahre hinweg realitätsferne Bestimmung, sondern vielmehr für ein Festschreiben der bewährten Praxis auf Verordnungsstufe genutzt werden.</p> <p>Aus unserer Sicht ebenso wesentlich ist, dass nach den Anfangsschwierigkeiten bei der Einführung der Tierverkehrsdatenbank diese mittlerweile auch in der Praxis als wertvolles Instrument anerkannt wird. Wenn nun die Entwicklung dahingehen sollte, dass nur noch die Argumente des Datenschutzes und rein der gesetzliche Auftrag zum Tragen kommen, dann ist zu befürchten, dass die Privatwirtschaft eigene, teils parallel laufende Systeme mit der entsprechenden Offenheit auch für weitere Entwicklungen (z.B. Transparenz, Qualitätsförderung) für ihre eigenen Zwecke aufbauen muss. In diesem Falle dürfte auch aufgrund des zusätzlichen Aufwandes die Motivation für die Datenerhebung alleine zur Erfüllung der jeweiligen gesetzlichen Aufträge massiv leiden. Dies ist dürfte weder im Interesse der Privatwirtschaft noch desjenigen des Bundes sein.</p> |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|---|
| Anhang 1, Ziffer 1, 2 und 4 | einverstanden | Die vorgenommenen Ergänzung, dass die Übermittlung der Daten der Qualitätseinstufungen an die TVD nur dann erfolgen kann, wenn sie auch erhoben werden (= Betriebe mit > 1'200 Schlachteinheiten pro Jahr) macht auch aus unserer Sicht Sinn, zumal sie die aktuelle Situation in der Praxis widerspiegelt. |
| | | |

BR 15 Verordnung über die Gebühren für den Tierverkehr / Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux/ Ordinanza sugli emolumenti per il traffico di animali (916.404.2)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wir begrüßen ausdrücklich die vom Bund vorgeschlagene Gebührenreduktion von durchschnittlich 10% (0-20%). Nicht nachvollziehbar bleibt für uns hingegen, weshalb einzig bei der Meldung der geschlachteten Schweine keine Gebührenreduktion vorgesehen ist und damit ein einzelner Teilbereich explizit benachteiligt werden soll.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Anhang, Ziffer 3.2 | Meldung eines geschlachteten Tieres der Schweinegattung: -10 <u>-9</u> | Analog zu all den übrigen in den Unterlagen genannten Kategorien ist auch bei der Meldung der Schlachtung von Schweinen eine entsprechende Gebührenreduktion. Mit den heutigen Abrechnungsmöglichkeiten (Auf- und Abrunden auf 5 Rappen nach erfolgter Aufsummierung bzw. Stehenlassen des jeweiligen Rappenendbetrages) lässt sich unseres Erachtens die explizite Benachteiligung eines einzelnen Teilbereiches schlichtweg nicht begründen. |
| | | |

BR 16 Verordnung über Informationssysteme im Bereich der Landwirtschaft / Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture/ Ordinanza sui sistemi d'informazione nel campo dell'agricoltura (919.117.71)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine vertiefte Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen. Dies unter der Voraussetzung, dass der Agate-Zugang zu den Daten der Tierverkehrsdatenbank (TVD) den Schlachtbetrieben und der Tiereigentümern zum Zeitpunkt der Schlachtung auch weiterhin unverändert offen steht und der Datenschutz im konstruktiven Sinne gewährleistet bleibt.

Ausdrücklich begrüßen wir das Verfügbarmachen des Agate Logins auch für private Anwendungen im Bereich der Lebensmittelkette, zumal ein solcher Schritt der Forderung nach administrativen Vereinfachungen klar entgegenkommt.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique/ Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

WBF 02 Futtermittelbuch-Verordnung / Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux/Ordinanza sul libro dei prodotti destinati all'alimentazione animale (916.307.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BLW 01 Verordnung des BLW über Investitionshilfen und soziale Begleitmassnahmen in der Landwirtschaft / Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza dell'UFAG concernente gli aiuti agli investimenti e le misure sociali collaterali nell'agricoltura (913.211)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

Vernehmlassung zum Agrarpaket 2017

Procédure de consultation sur le train d'ordonnances 2017

Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze 2017

| | |
|--|--|
| Organisation / Organizzazione | SWISSCOFEL, Verband des Schweizer Früchte-, Gemüse- und Kartoffelhandels |
| Adresse / Indirizzo | Belpstrasse 26, Postfach, 3001 Bern |
| Datum, Unterschrift / Date et signature / Data e firma | Bern, 10. Mai 2017 Jacques Blondin, Präsident / Marc Wermelinger, Geschäftsführer |

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an schriftgutverwaltung@blw.admin.ch.

Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. Un envoi en format Word par courrier électronique facilitera grandement notre travail. D'avance, merci beaucoup.

Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti sotto forma di documento Word. Grazie.

Inhalt / Contenu / Indice

| | |
|--|----|
| Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali..... | 3 |
| BR 01 Einzelkulturbeitragsverordnung/ Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières/ Ordinanza sui contributi per singole colture (910.17) | 5 |
| BR 02 Bio-Verordnung / Ordonnance sur l'agriculture biologique / Ordinanza sull'agricoltura biologica (910.18)..... | 7 |
| BR 03 Berg- und Alp-Verordnung / Ordonnance sur les dénominations «montagne» et «alpage», / Ordinanza sulle designazioni «montagna» e «alpe», (910.19) | 9 |
| BR 04 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)..... | 10 |
| BR 05 Landwirtschaftliche Zonen-Verordnung / Ordonnance sur les zones agricoles / Ordinanza sulle zone agricole (912.1) | 12 |
| BR 06 Strukturverbesserungsverordnung/ Ordonnance sur les améliorations structurelles / Ordinanza sui miglioramenti strutturali (913.1)..... | 13 |
| BR 07 Verordnung über die soziale Begleitmassnahmen / Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza concernente le misure sociali collaterali nell'agricoltura (914.11) | 14 |
| BR 08 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1) | 15 |
| BR 09 Agrareinfuhrverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01)..... | 16 |
| BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/ Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010) | 17 |
| BR 11 Weinverordnung / Ordonnance sur le vin/ Ordinanza sul vino (916.140)..... | 19 |
| BR 12 Pflanzenschutzmittelverordnung / Ordonnance sur les produits phytosanitaires/ Ordinanza sui prodotti fitosanitari (916.161)..... | 20 |
| BR 13 Verordnung über die Erhaltung und die nachhaltige Nutzung von pflanzengenetischen Ressourcen für Ernährung und Landwirtschaft / Ordonnance sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture/ Ordinanza concernente la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura (916.181) | 21 |
| BR 14 TVD-Verordnung / Ordonnance sur la BDTA / Ordinanza BDTA (916.404.1)..... | 22 |
| BR 15 Verordnung über die Gebühren für den Tierverkehr / Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux/ Ordinanza sugli emolumenti per il traffico di animali (916.404.2) | 23 |
| BR 16 Verordnung über Informationssysteme im Bereich der Landwirtschaft / Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture/ Ordinanza sui sistemi d'informazione nel campo dell'agricoltura (919.117.71) | 24 |
| WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique/ Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)..... | 26 |
| WBF 02 Futtermittelbuch-Verordnung / Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux/Ordinanza sul libro dei prodotti destinati all'alimentazione animale (916.307.1) | 27 |
| BLW 01 Verordnung des BLW über Investitionshilfen und soziale Begleitmassnahmen in der Landwirtschaft / Ordonnance de l'OFAG sur les aides à l'investissement et les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture / Ordinanza dell'UFAG concernente gli aiuti agli investimenti e le misure sociali collaterali nell'agricoltura (913.211)..... | 28 |

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali

SWISSCOFEL ist der Verband des Schweizer Früchte-, Gemüse- und Kartoffelhandels sowie der Hersteller küchenfertiger Schnittsalate aus Früchten und Gemüse. Die im Verband organisierten Unternehmen repräsentieren rund 86% des Schweizer Marktvolumens dieser Produkte. Der Umsatz der Mitgliedfirmen mit diesen Produkten beträgt insgesamt rund 4,5 Milliarden Schweizer Franken.

Wir danken Ihnen für die Einladung, an der Vernehmlassung teilnehmen zu können.

Der SWISSCOFEL-Vorstand hat sich intensiv mit den Vernehmlassungsunterlagen befasst und unterbreitet Ihnen nachstehend seine Anträge sowie Vorschläge zur Anpassung. Wir haben uns in der Eingabe auf jene Kapitel und Punkte fokussiert, von denen der Handel mit frischen Früchten, Gemüse und Kartoffeln direkt oder indirekt betroffen ist.

Wir danken Ihnen, dass Sie unsere Eingabe berücksichtigen. Gerne stehen wir Ihnen für weitere Auskünfte und auch für die Weiterentwicklung der Agrarpolitik zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

SWISSCOFEL



Jacques Blondin, Präsident



Marc Wermelinger, Geschäftsführer



BR 01 Einzelkulturbeitragsverordnung/ Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières/ Ordinanza sui contributi per singole colture (910.17)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
 Antrag auf Anpassung

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|--|---|
| Artikel 9, Abs. 3, Buchst. □ | Streichen oder korrigieren: „Meldungen werden nur berücksichtigt, wenn der/die Bewirtschafter/in sich am Tag vor einer unangekündigten Kontrolle meldet“ - ??? | Es ist nicht möglich, dass der/die Bewirtschafter/in diese Frist einhalten kann, weil dem/der Bewirtschafter/in der Zeitpunkt einer „unangekündigten Kontrolle“ sinnigerweise im Voraus ja gar nicht bekannt ist. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

BR 02 Bio-Verordnung / Ordonnance sur l'agriculture biologique / Ordinanza sull'agricoltura biologica (910.18)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wir begrüßen, dass die Verordnung im Grundsatz kompatibel mit den BIO-Bestimmungen der EU übereinstimmt. Darüber hinaus gehende Anforderungen und ihre Kontrolle sind Sache der privaten Label-Organisationen.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 5, Absatz 2 | Anpassen/ergänzen: Als bodenunabhängige Bio-Betriebe sollen auch Hors-Sol Betriebe zertifiziert und anerkannt werden können. | Diese Ungleich-Behandlung von Pilzzüchtern, Treibzichorien- und Sprossenproduzenten gegenüber Hors-Sol-Produzenten ist keineswegs gerechtfertigt. Alle arbeiten bodenunabhängig und mit Substraten. |
| Artikel 7 Absatz 5, Buchstabe b) | Streichen. | Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb zusätzlich zur unbestreitbar richtigen und wichtigen räumlichen Trennung der Ware und der Warenflüsse, auch noch getrennte Betriebszentren verlangt werden. Diese Auflage ist unnötig und unverhältnismässig. Dies insbesondere unter dem Aspekt, dass den Unternehmen nach Absatz 7 ja eine paralleles Handling von Bio und Konventionell wiederum explizit zugestanden wird, sofern sie die Warenflüsse sauber trennen. |
| Artikel 7, Absatz 7 | Unbedingt beibehalten | Entspricht auch der Regelung in der EU. |
| Artikel 8, Absatz 1bis | Unbedingt umsetzen. | Wir begrüßen, dass die Zertifizierungsstellen die Umstellungszeit auf Bio im vorgegebenen Rahmen festlegen können. Dies führt zu mehr Effizienz. |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 24 | <p>Elektronische Kontrollbescheinigung Traces auch in der Schweiz unbedingt einführen.</p> <p>Anpassen: Keine Inflation von Teilkontrollbescheinigungen auslösen.</p> | <p>Die Regelung bezüglich aufgeteilter Partien soll nur dann zur Anwendung gelangen, wenn die Sendung vor der Veranlagung auch physisch tatsächlich aufgeteilt wurde. Gemeinsame gleichzeitige Veranlagungen für mehrere GEB-Inhaber, die sich auf die gleiche Partie beziehen, sollen keine Inflation von Teilkontrollbescheinigungen auslösen.</p> |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 04 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
 1 Antrag / 1 Bemerkung

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 55, Absatz 7 | Wir unterstützen die Ausnahmeregelung zur Düngung junger Hochstammbäume. | |
| Anhang 4, Ziffern 12.1.9. und 12.2.6. | | Wir begrüßen die Förderung der Baumpflege zur Sicherung gesunder Hochstamm-Feldobstbäume. Die Massnahmen sollen sicherstellen, dass der Tafel- und Erwerbsobstbau infolge kranker Hochstammbäume keinen Schaden erleidet. Die Beiträge sollen so bemessen werden, dass die Motivation für eine ausreichende Baumpflege erhalten bleibt. Gleichzeitig muss aber sichergestellt werden, dass es nicht zu grossflächigen Rodungen von landschaftlich und ökologisch wertvollen Hochstammbäumen kommt. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |

BR 06 Strukturverbesserungsverordnung/ Ordonnance sur les améliorations structurelles / Ordinanza sui miglioramenti strutturali (913.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
 1 Bemerkung

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 4, Absatz 2, 3, 4 und 7 | Präzisieren | Es fehlen Definition und Beurteilungskriterien, aufgrund derer eine „erfolgreiche Betriebsführung“ festgestellt wird. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 08 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
Keine Anträge / keine Bemerkungen

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 09 Agrareinfuhrverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
 1 Antrag

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 44 | Wir begrüßen die Aufhebung der GEB-Pflicht für sämtliche Gemüsesamen ausdrücklich. | Keine ‚Ausnahmen von der Ausnahme‘ mehr. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/ Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Der Absatzförderung für Landwirtschaftsprodukte kommt ein hoher Stellenwert zu.

Die Preisdifferenzen zwischen Schweizer Landwirtschaftsprodukten und Schweizer Lebensmitteln sind im Vergleich zum Ausland erheblich. Das Sichtbarmachen der Mehrwerte von Schweizer Erzeugnissen erfordert eine kontinuierliche Kommunikation gegenüber den Konsumentinnen und Konsumenten. Die Schweiz ist nicht nur eine 'Hochpreisinsel', sondern auch eine 'Hoch-Qualitäts-Insel'. Die Kommunikation über diese Mehrwerte ist nicht nur auf dem Inlandmarkt, sondern ebenso für die Bearbeitung der Exportmärkte unverzichtbar.

In Anbetracht dessen, dass insbesondere auch die EU ihre Mittel für die Absatzförderung – namentlich auch zur Absatzförderung in Drittländern – stetig erhöht, ist eine Reduktion dieser Mittel in der Schweiz ein falsches Signal.

Hinzu kommt, dass die Absatzförderung eine der wenigen Massnahmen ist, die in Bezug auf die Marktstrukturen und Wettbewerb keinerlei Nachteile aufweist.

Wir begrüßen ausdrücklich die Absicht, dass der *Zusammenarbeit über die ganze Wertschöpfungskette* als Kriterium für die Absatzförderung mehr Gewicht als bisher beigemessen wird.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 8, Absatz | Die Finanzhilfe soll unverändert bei 50% der anrechenbaren Kosten belassen werden. | Mit einem Anteil von 50% engagieren sich die Branchen bereits in einem hohen Ausmass. |
| Artikel 9c, Absatz 1 | Wir begrüßen die Möglichkeit, dass ergänzende Kommunikationsprojekte gefördert werden können. | |
| Artikel 9a, Absatz 1, Bst. b sowie Artikel 13, Absatz1, Buchst. c | Es soll geprüft werden, ob Imagekampagnen wie „Gut gibt's die Schweizer Bauern“ oder Kommunikationsmassnahmen über gemeinwirtschaftliche Leistungen tatsächlich eine <i>messbare absatzfördernde Wirkung</i> entfalten. Sollte dem nicht so sein, dann müssten die Mittel prioritär für produktspezifische Absatzförderungsmassnahmen durch die Branchen bzw. Wertschöpfungsketten eingesetzt werden. Von | s. Antrag |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | den Branchenorganisationen wird gemäss Artikel 17 ja jährlich auch eine entsprechende Wirkungskontrolle verlangt. | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 15 Verordnung über die Gebühren für den Tierverkehr / Ordonnance relative aux émoluments liés au trafic des animaux/ Ordinanza sugli emolumenti per il traffico di animali (916.404.2)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Keine Anträge / keine Bemerkungen

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

BR 16 Verordnung über Informationssysteme im Bereich der Landwirtschaft / Ordonnance sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture/ Ordinanza sui sistemi d'informazione nel campo dell'agricoltura (919.117.71)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:
 Bekanntgabe von Kontrolldaten an Personen, Organisation und Unternehmen, die die Bewirtschafter, die Bewirtschafterin bei der Schaffung eines Mehrwerts für ihre Produkte unterstützen -> Ausdehnung auch auf Betriebe im Pflanzenbau.

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 27, Absatz 9 | Diese Regelung zur Weiterleitung von Daten – mit Einverständnis des Bewirtschafters - soll grundsätzlich auch für Betriebe mit Pflanzenbau ermöglicht werden. Als Mehrwert soll auch ein verbesserter Marktzutritt gelten. | Gleiches Bedürfnis in anderen Branchen für Labels und Standards. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| | | |

Vernehmlassung zum Agrarpaket 2017

Procédure de consultation sur le train d'ordonnances 2017

Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze 2017

| | |
|--|---|
| Organisation / Organizzazione | Schweizerischer Spirituosenverband (SSV) Kontakt: Ernest Dällenbach, Zentralsekretär |
| Adresse / Indirizzo | Amthausgasse 1 3011 Bern |
| Datum, Unterschrift / Date et signature / Data e firma | Bern, den 4. Mai 2017 |

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an schriftgutverwaltung@blw.admin.ch.

Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.

Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. Un envoi **en format Word par courrier électronique facilitera grandement notre travail. D'avance, merci beaucoup.**

Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica schriftgutverwaltung@blw.admin.ch. **Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti sotto forma di documento Word. Grazie.**

BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/ Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Die erste Fassung der landwirtschaftlichen Absatzförderungsverordnung erschien am 7.12.1998 (AS 1998 3205). Der Artikel 2 dieser Verordnung wies *folgenden Wortlaut auf:*

Art. 2 Landwirtschaftsprodukte

¹ *Als Landwirtschaftsprodukte im Sinne dieser Verordnung gelten:*

- a. verwertbare Erzeugnisse aus Pflanzenbau und Nutztierhaltung;*
- b. Erzeugnisse des produzierenden Gartenbaus;*
- c. Erzeugnisse der Berufsfischerei und der Fischzucht;*
- d. Lebende Zucht- und Nutztiere sowie Erzeugnisse der Tierzucht.*

² *Ausgenommen sind Betäubungsmittel nach Artikel 1 des Betäubungsmittelgesetzes vom 3. Oktober 1951 sowie Tabak und Spirituosen.*

Dieser „historische“ Artikel 2 legte fest, was man unter „Landwirtschaftsprodukt“ zu verstehen habe.

In Absatz 2 wurde bereits eine Negativausnahme statuiert: Betäubungsmittel, Tabak und Spirituosen wurden von der Definition der „Landwirtschaftsprodukte“ ausgenommen.

Es dauerte nicht lang, bis man sich bewusst wurde, dass die Begründung dieser Negativausnahme ein Unsinn ist: Tabak und Spirituosen sind klar Landwirtschaftsprodukte, bzw. verarbeitete Landwirtschaftsprodukte – wie dies auch Käse, Wein oder Wurstwaren sind.

In der revidierten Fassung der landwirtschaftlichen Absatzförderungsverordnung, welche heute noch in Kraft ist, wurde der Artikel 2 umformuliert:

Art. 2 Nicht unterstützte Massnahmen

Nicht unterstützt werden:

- a. (...);*
- b. (...);*
- c. (...);*
- d. (...);*
- e. (...);*
- f. (...);*
- g. (...);*
- h. Massnahmen zugunsten von Tabak, Spirituosen und Betäubungsmitteln nach Artikel 1 des Betäubungsmittelgesetzes vom 3. Oktober 1951.*

Es wurde somit berechtigterweise darauf verzichtet, dem Tabak und den Spirituosen die Eigenschaft des „Landwirtschaftsprodukts“ abzuerkennen. Beibehalten wurde jedoch die Negativausnahme – nicht mehr wie bis anhin, um Tabak und Spirituosen von den landwirtschaftlichen Produkten abzugrenzen, sondern neu, um sie von den unterstützenden Massnahmen zur Absatzförderung auszuschliessen.

Dass Betäubungsmittel nicht in den Genuss von Bundesbeiträgen zur Absatzförderung kommen leuchtet ein!

Beim Tabak und bei den Spirituosen taucht rasch die Frage nach einer rechtlich haltbaren Begründung eines Ausschlusses auf. Bei einer näheren Betrachtung fällt sofort auf, dass die beiden betroffenen Landwirtschaftsprodukte Tabak und Spirituosen nicht nur keine Bundesbeiträge erhalten, sondern zusätzlich einer Sondersteuer unterstellt sind – Tabaksteuer und Alkoholsteuer.

Beleuchtet man die Verwendung dieser beiden Steuern, kommt bald die Erkenntnis, dass der Tabak zwar nicht in den Genuss von Bundesbeiträgen aus der Landwirtschaftskasse kommt, dass er jedoch über den SOTA-Fonds einen jährlichen Zuschuss von 14.5 Millionen Franken zur Stützung der Schweizer Tabakproduktion erhält.

Nicht so bei den Spirituosen. Diesem Produkt werden nicht nur grundlos Förderungsbeiträge aus der Landwirtschaftskasse verweigert – es wird auch darauf verzichtet, der Schweizer Spirituosenproduktion einen kleinen Zuschuss aus den Einnahmen der Alkoholsteuer zukommen zu lassen – wie dies in der gescheiterten Vorlage zur Gesamtrevision des Alkoholgesetzes vorgesehen war.

Spirituosen sind ein seit Jahrhunderten legal hergestelltes und legal kommerzialisierendes Landwirtschaftsprodukt. Dass Spirituosen Alkohol enthalten dürfte zur Begründung eines Ausschlusses von Bundesbeiträgen für Absatzförderungsmassnahmen nicht genügen, kommt doch der Wein in den Genuss solcher Beiträge trotzdem er Alkohol enthält.

Für die Spirituosen eine Lösung vorzusehen, wie sie für den Tabak gilt (SOTA-Fonds), wäre über die Ausführungsbestimmungen zum Alkoholgesetz durchaus denkbar, scheint jedoch angesichts der heutigen Situation betreffend Revision der Alkoholgesetzgebung eher unrealistisch. Aus diesem Grund drängt sich eine Streichung dieser Negativausnahme von Art. 2, Bst. h dringend auf. Es handelt sich hier objektiv betrachtet um einen Anachronismus, welchem noch das Gedankengut und die unbegründeten Vorurteile vergangener Zeiten anhaftet.

Schliesslich ist zu unterstreichen, dass ausschliesslich **SCHWEIZER** Spirituosen in den Genuss von eventuellen Bundesbeiträgen kommen könnten. Diese Schweizer Spirituosen repräsentieren knapp 15% aller in der Schweiz konsumierten Spirituosen. Die Spirituosen wiederum repräsentieren nur 18.5% aller in der Schweiz konsumierten alkoholischen Getränken (in reinem Alkohol ausgedrückt). Schweizer Spirituosen beanspruchen somit nur 15% dieser 18.5%, was bescheidene 2.78% des gesamten Alkoholkonsums ausmacht – Tendenz sinkend...!

**BR 10 Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung / Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles/
Ordinanza sulla promozione dello smercio (916.010)**

| Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) | Antrag Proposition Richiesta | Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni |
|---|---|--|
| Artikel 2, Buchstabe h | <p><i>Art. 2 Nicht unterstützte Massnahmen</i></p> <p><i>Nicht unterstützt werden:</i> <i>h. Massnahmen zugunsten von Tabak, Spirituosen und</i> <i>Betäubungsmitteln nach Artikel 1 des Betäubungsmittelgesetzes</i> <i>vom 3. Oktober 1951.</i></p> <p>Antrag: das Wort „Spirituosen“ ist zu streichen</p> | vgl. Kommentar unter „Allgemeine Bemerkungen“ |

Madame Hélène NOIRJEAN
Union suisse des arts et métiers
Schwarztorstrasse 26
Case postale
3001 BERNE

Paudex, le 2 mai 2017
HE/ml

Consultation relative au train d'ordonnances agricoles 2017

Madame,

Vous nous avez invité à nous prononcer sur la consultation mentionnée en titre et nous vous en remercions. Cette consultation porte sur la modification de seize ordonnances du Conseil fédéral, deux ordonnances du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) ainsi que d'une ordonnance relevant de la compétence de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Nous vous transmettons ci-après notre prise de position.

1. Considérations générales

Ces nouvelles modifications d'ordonnances du Conseil fédéral interpellent dans la mesure où cela fait le cinquième train d'ordonnances modifiées qui fait suite à la mise en œuvre de la politique agricole (PA 14-17) depuis le 1^{er} janvier 2014 ! Alors que les nouvelles dispositions entreront en vigueur, pour une grande partie d'entre elles, le 1^{er} janvier 2018, elles correspondront à la mise en vigueur des premières règles de la Politique agricole 2018-22 (PA18+). La révision de la loi sur l'agriculture tous les 4 à 5 ans, transforme sans discontinuer les programmes de politique agricole depuis près de 25 ans. La prochaine, comme les anciennes, ne manquera pas d'apporter encore quelques modifications légales. Nous ne contestons pas l'utilité de ces évolutions mais vu ce cumul des changements successifs, nous pouvons comprendre les mouvements d'humeur du monde paysan face à la bureaucratie fédérale. Il devrait être possible d'éviter ces adaptations permanentes.

2. Appréciation sur les nouvelles dispositions

Nous reprenons ci-après les principaux éléments qui appellent un commentaire de notre part.

Ordonnance sur les paiements directs (OPD) : L'encouragement pécuniaire à l'utilisation efficiente des ressources visant notamment à diminuer le recours aux produits phytosanitaires en viticulture s'inscrit parfaitement dans les besoins de la filière qui se trouve toujours plus sous la critique de l'opinion publique aidée en cela par les médias, alors que l'année 2016 a vu les attaques de maladies – en particulier le mildiou – être particulièrement virulentes.

La volonté de redonner des compétences aux cantons concernant la fixation des délais impartis aux exploitants pour annoncer leur participation à un programme de mesures de politique agricole est à saluer, car les cantons sont les mieux placés pour évaluer les situations tant climatique que phénologique et adapter le calendrier administratif.

Les tentatives d'allègements de charge administrative annoncés sont louables. Nous appelons l'Office fédéral de l'agriculture à redoubler d'efforts dans cette voie, en particulier à l'occasion de la rédaction des dispositions de PA 2018+, ainsi que nous l'avons à maintes et réitérées reprises demandé dans nos précédentes prises de position.

Ordonnance sur les améliorations structurelles (OAS) : Nous partageons l'avis de professionnaliser toujours mieux l'agriculture et de considérer les agriculteurs comme de véritables chefs d'entreprises pour une agriculture productive en prise avec des marchés désormais fluctuants. Pour cela, ils doivent être formés et la voie de l'encouragement au brevet fédéral peut être soutenue.

La nouvelle mesure obligeant le requérant à financer par ses propres moyens au moins 15 % des frais résiduels afin d'obtenir des aides à l'investissement (excepté l'aide initiale) risque de limiter l'investissement en général avec pour conséquence de priver l'économie d'un dynamisme bienvenu. Nous formulons des réserves à cet égard et souhaitons qu'un suivi soit assuré afin d'être en mesure de tirer rapidement un bilan et de corriger cette mesure le cas échéant.

Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles (OPVA) : Actuellement pour la promotion des ventes de produits agricoles, l'aide financière peut s'élever au plus à 50 % des coûts imputables mais le projet prévoit de la réduire en général à 40% pour des raisons financières ou motivées par la volonté de prescrire des priorités dans la promotion des ventes.

Dans un secteur agro-alimentaire de plus en plus concurrentiels et sur un marché globalisé, il serait contre-productif de diminuer l'aide à la promotion des ventes, même si dans les faits, certains budgets ne sont pas entièrement épuisés. À terme, les produits agricoles suisses n'auront de véritables chances sur les marchés intérieurs et à l'export que s'ils sont mis en avant par la communication et la publicité. La récolte de fonds propres dans les filières et les interprofessions n'est pas toujours comprise par les producteurs qui ne saisissent malheureusement pas toujours les bienfaits de la promotion commune sur des marchés ouverts et internationaux. Les efforts de promotion doivent être maintenus et encouragés, c'est pourquoi, nous nous opposons à la baisse des contributions à la promotion des ventes.

Ordonnance sur la viticulture et l'importation de vin (OVin) : Les mesures de contrôle de cave sont profondément modifiées par le passage de deux types d'organes à un seul qui centralise toutes les données nationales, quel que soit le type d'entreprise contrôlée. Actuellement, les contrôles de cave assurés par deux instances indépendantes génèrent des erreurs et peuvent encourager les fraudes, car certaines données ne sont pas identifiées ou sont considérées à double dans les registres sans conséquences pénales ou administratives. Certaines modifications proposées concernant les acquis de production montrent que le niveau d'exigence actuel peut être fort différent entre les cantons. La mise à niveau proposée pour toutes les régions est donc bienvenue pour celles qui s'imposent déjà ces exigences.

Le Rapport sur le système de contrôle des vins du 23 mars 2016, publié par l'OFAG, concernant les contrôles de la vendange et du commerce des vins a mis en lumière de larges failles du contrôle des vendanges. Les recommandations qui en découlent montrent que le contrôle de la vendange n'est pas suffisant en l'état et demande aussi un renforcement des mesures le concernant qui doit venir compléter le nouveau système centralisé de contrôle des vins mentionné plus haut.

Nous préconisons un renforcement du contrôle de la vendange sans contrôle à la vigne ou le contraire mais non les deux cumulés ! Dans les modifications de l'OVin, aucune proposition concernant le contrôle des vignes n'est faite.

Dans la filière vitivinicole, l'expérience montre que ce type de contrôle n'est pas suffisant à lui seul dans la mesure où les variations naturelles des baies de raisin et les erreurs d'évaluation de la charge de la vendange peuvent facilement atteindre 10 à 20% de volume final entre la vendange évaluée et celle effectivement récoltée. C'est pourquoi, dans le cadre du cumul de modifications de ce train d'ordonnance et celles qui ne manqueront pas de venir avec PA2018+, il est souhaitable qu'un choix soit opéré entre un renforcement du contrôle de la vendange d'une part et l'intégration ultérieurement d'un contrôle imposé à la vigne d'autre part. De manière évidente, un cumul des deux contrôles, additionné à celui des vins serait la mauvaise voie à suivre.

Pour le détail des dispositions modifiées, nous reprenons la prise de position de la Fédération vaudoise de vigneron ci-dessous :

Art. 22 Vins de pays

² *Abrogé*

Nous sommes d'accord avec la suppression pure et simple de l'al. 2. Toutefois, s'il devait être maintenu suite à la consultation fédérale, nous proposons de repousser la date d'annonce « au 31 août ».

Art. 24b Acquit portant sur la production de vin

¹ *Les cantons délivrent aux propriétaires ou aux exploitants un acquit portant sur toutes les surfaces viticoles inscrites au cadastre viticole selon l'art. 4, cultivées et destinées à la production de vin conformément à l'art. 5; l'acquit doit mentionner les cépages, les classes de vins, les rendements maximaux, les teneurs minimales en sucre et les dénominations, conformément aux art. 21 à 24.*

Nous insistons sur la nécessité de maintenir la pratique vaudoise, à savoir de considérer les surfaces viticoles concernées par la période d'arrachage et de nouvelle plantation comme des surfaces « cultivées », soit réceptrices de droits de production et destinatrices d'acquits sans interruption avec la liberté de choix du cépage (celui arraché ou celui à planter) durant la phase de non production.

Art. 24b Acquit portant sur la production de vin

³ *L'acquit comprend au minimum les informations suivantes:*

- a. un numéro d'identification unique;*
- b. le nom de l'exploitant ou du propriétaire;*
- c. la variété du raisin;*
- d. les classes de vins admises, définies aux art. 21 à 24;*
- e. l'unité géographique pour laquelle la dénomination du vin peut être utilisée ainsi que les dénominations supplémentaires;*
- f. la superficie en m² et le rendement maximum en litres de vin clair ou en kg.*

Ici également, la pratique historique vaudoise doit pouvoir être maintenue sans changement par rapport à la situation actuelle et ce, principalement pour des questions qualitatives. Le pressurage à faible taux de rendement améliore la qualité des crus. Imaginer une vendange exprimée en kg sous-entend le pesage et partant, une balance conforme dans chaque lieu de réception de cave. De plus, les dites balances devraient être vérifiées par le METAS à un rythme régulier, ce qui occasionnerait des frais supplémentaires pour l'encaveur sans que le contrôle de la vendange s'en trouve renforcé...

Art. 29 Obligations de l'encaveur

¹ *On entend par encaveur la personne qui réceptionne le raisin et qui le presse.*

² *L'encaveur enregistre pour chaque lot de vendange les données suivantes:*

- a. le numéro du certificat visé à l'art. 24b;*
- b. le nom de l'exploitant;*
- c. la variété du raisin;*
- e. la quantité en litres de vin clair ou en kg;*
- ef. la teneur naturelle en sucre en °Brix ou en °Oechsle;*
- fg. la date de réception.*

Commentaire identique à celui concernant l'art 24b, al. 3, let. f.

Art. 30a Modalités du contrôle de la vendange

⁴ *Les cantons établissent pour chaque encaveur qui encave du raisin provenant de leur canton un récapitulatif de l'ensemble de ces encavages*

(fiche de cave). Cette fiche de cave comprend pour chaque acquit au minimum:

a. les quantités récoltées en litres de vin clair ou en kg;

b. les teneurs naturelles pondérées en sucre en °Brix ou en °Oechsle;

Commentaire identique à celui concernant l'art 24b, al. 3, let. f.

Art. 34 Obligation de contrôle et exemptions

² Nouveau Les entreprises qui ne transforment et ne vendent que leurs propres produits, qui n'achètent pas plus de 20 hl par an en provenance de la même région de production sont autorisées à tenir leur comptabilité de cave sous la forme simplifiée prévue par l'art. 35, al. 5, let. b.

^{2,3} = modifier la numérotation qui suit.

S'agissant des vigneron-encaveurs de petites et moyennes tailles qui produisent avant tout du vin de leurs propres vignes et qui par définition représentent un faible risque de fraudes, il convient de leur faciliter les tâches administratives autant que faire se peut. C'est pourquoi, nous proposons de leur imposer une comptabilité de cave sous la forme simplifiée.

Les modifications et adaptations concernant les autres ordonnances n'appellent pas de commentaires particuliers de notre part.

3. Conclusions

Nous nous réjouissons que l'Office fédéral de l'agriculture maintienne son effort en matière d'allégement administratif entrepris concrètement depuis 2015. Nous sommes cependant encore loin du compte, c'est pourquoi cet objectif doit être renforcé dans le cadre des dispositions à venir avec la PA2018+. Il apparaît que le Conseil fédéral ne souhaite pas modifier la loi sur l'agriculture dans le cadre de sa prochaine politique agricole, ce que nous pouvons soutenir dans la mesure où ce secteur économique, après plus de vingt ans de réformes, pourrait souffler un peu et se repositionner vers des objectifs pour une agriculture productive comme le demandaient d'ailleurs les milieux agricoles dans leur initiative sur la sécurité alimentaire.

Nous acceptons globalement les modifications proposées sous réserve des remarques développées ci-dessus et en particulier sur les corrections à apporter à l'ordonnance sur le vin.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

FÉDÉRATION PATRONALE VAUDOISE



Philippe Herminjard